

La solution pour restreindre l'avortement

Article rédigé par *Michel Janva*, le 14 février 2017

[Source : Le Salon Beige]

Présent revient sur l'émission « Face aux Chrétiens » avec Marion Maréchal-Le Pen, dont nous avons déjà publié quelques extraits (voir [ici](#), [là](#) et [là](#)). Le quotidien relève notamment, sur le sujet de l'euthanasie, que

"la loi Claeys-Léonetti, relative à la fin de vie, devrait être « réformée en profondeur (...) pour revenir à l'esprit initial de la loi, qui était la première version, et qui devrait être améliorée afin que l'alimentation et le fait de donner à boire ne soient pas considérés comme un soin mais comme un besoin élémentaire ».

Marion Maréchal-Le Pen dénonce ici avec justesse cette confusion relevée par les milieux pro-vie concernant l'assimilation de l'alimentation à un soin médical, alors qu'il s'agit d'un besoin naturel.

Mais surtout, autre aspect intéressant, c'est l'utilisation du 5e engagement de Marine Le Pen, créant un véritable référendum d'initiative populaire, sur proposition d'au moins 500 000 électeurs, pour faire voter des lois pro-vie.

"Quant à savoir pourquoi Marine Le Pen a ôté de son projet présidentiel la remise en cause des IVG de confort, la députée FN a expliqué que la candidate avait préféré « que ce débat se fasse (...) à travers notamment une mesure fondamentale de notre projet qui est le référendum d'initiative populaire (...). **Une solution beaucoup plus saine, selon elle, plutôt que de s'enfermer dans le cadre des présidentielles sur ce sujet, qui va être l'objet de caricatures et va nous empêcher, en parallèle, de développer beaucoup d'autres choses** »."

Elle reprend ici une idée proposée par Jean-Marie Le Pen en 2007, à ceci près que le référendum était à l'initiative du gouvernement, alors qu'il est maintenant à notre initiative, charge à nous de trouver 500 000 personnes, ce qui est la moindre des choses si l'on veut gagner ensuite un référendum.

Ce scénario référendaire a le mérite de rappeler qu'il ne s'agit pas pour les pro-vie de "prendre le pouvoir", mais de convaincre leurs compatriotes. Cela montre aussi que les citoyens attachés au respect de la vie ne doivent pas attendre des partis politiques qu'ils soient le moteur du combat pro-vie en France. Cette bataille cruciale ne sera gagnée que si un mouvement pro-vie puissant se développe en-dehors des partis.